

ATTAC-Québec – Assemblée générale 2011 Texte sur la conjoncture 2009-2011

Il y a déjà quatre ans qu'éclatait « la pire crise économique depuis la grande dépression de 1929 ». Présentée initialement comme strictement financière et cantonnée aux seuls États-Unis, celle-ci s'est pourtant rapidement étendue à l'ensemble des économies de la planète, révélant au passage la face sombre d'une mondialisation finalement pas si « heureuse ».

Nous soulignons déjà, lors de notre dernière AG en 2009, la timidité des changements engagés et la nécessité, pour les partisans d'un vrai changement, de rester vigilants. Deux ans plus tard, le moins que l'on puisse dire c'est que nos craintes se sont révélées fondées. Non seulement rien (ou presque) n'a été fait pour s'assurer qu'une pareille catastrophe ne se reproduise plus - et encore moins pour punir les responsables - mais surtout la crise a finalement servi de prétexte à un approfondissement sans précédent des politiques mêmes qui l'ont causée! L'absurdité de la situation pourrait presque prêter à sourire si elle n'était pas aussi dramatique.

Qu'on en juge. Confrontés à l'effondrement imminent du système financier en 2007, les États se sont portés massivement au secours de leurs institutions phares, les banques, au prix d'un creusement considérable de leurs déficits publics, aggravés par la nécessité de soutenir des économies paralysées par... le refus de ces mêmes banques d'assumer le rôle qui a notamment justifié leur sauvetage, c'est-à-dire de faire crédit. En effet, en l'absence de la moindre exigence de contrepartie aux sommes colossales qui ont été mobilisées pour les sortir du pétrin dans lequel elles s'étaient elles-mêmes placées, les banques ont préféré utiliser l'argent mis à leur disposition pour améliorer au plus vite leur bilan comptable, soit en spéculant, soit en prêtant... aux États, qui devaient bien trouver l'argent des plans de relance quelque part.

Et voilà comment on transforme une crise de dettes *privées* en crise de dettes *publiques*.

En juin 2010, au G20 de Toronto - théâtre par ailleurs d'une répression policière à la hauteur de l'illégitimité qui frappe cette institution - les (timides) mesures proposées à Londres et à Pittsburgh pour calmer la colère populaire semblaient déjà bien loin. En effet, officiellement « la crise était finie » et toute l'attention s'est (re)portée sur les déficits publics, traditionnels boucs émissaires des acharnés du néolibéralisme. Peu importe que ce soit précisément ces déficits qui aient permis qu'on ne sombre, dès 2008, dans la dépression (et que la crise du siècle, malgré l'hystérie constamment entretenue, ces dernières décennies, autour de la dette publique, soit venue des dettes *privées*), les dogmes ont la vie dure et les États s'engagent, à la sortie du sommet, à diminuer de moitié leurs déficits d'ici 2013, au risque de tuer une « reprise » déjà bien pâlichonne.

Le récent « triomphe » des conservateurs au Canada, parmi les plus fervents défenseurs de ces dogmes, ressemble à une dangereuse régression. Les prochaines années seront dures : les conservateurs ont comme projet de réduire drastiquement la taille de l'État, ce qui rendra le Canada encore plus vulnérable aux crises. Aussi, ce gouvernement mettra fin au financement public des partis politiques, ce qui mettra nos diverses formations à la merci de ceux qui les

financeront, et transformera notre système politique en un croisement dangereux d'oligarchie et de ploutocratie, comme on peut l'observer chez notre voisin du Sud.

Ces dernières années le pays a connu une croissance des inégalités supérieure à celle des États-Unis. Et malgré les discours suffisants sur la solidité de l'économie canadienne, l'endettement des ménages y a atteint un niveau tel que le gouverneur de la Banque Centrale en personne a récemment fait part de ses craintes quant à la stabilité du système bancaire canadien. Les atteintes aux droits de l'Homme et aux institutions démocratiques se sont multipliées (répression au G20, outrage au Parlement,...) et la politique environnementale suicidaire du gouvernement Harper a également contribué à faire du Canada un véritable paria en la matière sur le plan international. Dans un tel contexte, comment ne pas voir dans le résultat des élections de 2011, non pas une victoire des idées conservatrices, mais plutôt un signe de plus des limites dont souffre nos démocraties?

Le Québec quant à lui subit les durs plans d'austérité des deux derniers budgets Bachand. Alors qu'on nous répète que nous avons moins été touchés par la crise que nos voisins — cela, rappelons-le, en grande partie grâce à ce qui reste du modèle social québécois —, voilà qu'on nous propose des mesures qui ne feront qu'accentuer les inégalités : hausse des frais de scolarité, de la taxe à la consommation, des tarifs d'électricité, taxe régressive sur la santé, etc. Le gouvernement Charest nous rappelle les sombres années Duplessis : accès ouvert à nos ressources pour compagnies étrangères, dissimulation, corruption. Ses seuls véritables projets consistent à brader au plus offrant ce qui nous appartient, tant par un accord de libre-échange avec l'Europe, qui ouvrira nos marchés publics aux multinationales européennes, que par le plan Nord, qui permettra une exploitation sans contraintes d'une région jusqu'ici préservée. Alors que l'opposition ne cesse de se diviser, que se concrétise la mise sur pied d'un nouveau parti de droite dirigé par François Legault, que les grands médias nous imposent une meute de tribuns réactionnaires, il faut malgré tout miser sur la résilience des Québécois qui tiennent à l'héritage de la révolution tranquille. De difficiles batailles nous attendent et il faut plus que jamais être bien armé pour combattre une propagande néolibérale particulièrement active et vaste plan de libéralisation dont nous ne voulons pas.

Nos grands voisins subissent de différentes façons les effets de la crise. Les États-Unis peuvent encore compter sur le privilège exorbitant que leur confère le statu d'émetteur de la monnaie de refuge internationale pour tenter de sortir leur économie de sa léthargie, à coup de plans de relance pharaoniques et d'émission de monnaie par la Fed. Toutefois, ces mesures ne font finalement qu'alimenter la spéculation et le creusement du déficit US, lequel est également plombé par le coût colossal de leurs aventures guerrières au Proche-Orient et par un système fiscal qui permet à un multimilliardaire comme Warren Buffet de payer moins d'impôt, proportionnellement, que sa secrétaire...

L'Europe, quant à elle, fut la plus prompte à entonner l'hymne de la rigueur. Suite à l'attaque par les spéculateurs du « maillon le plus faible » de la zone euro - la Grèce - à partir du mois de mai 2010, toute la zone subit les foudres des financiers et des agences de notation. À la fin 2011, une musique étonnamment familière résonne aux oreilles des populations européennes. Coupes dans les services publics, gels des salaires, privatisations, dérégulations... Sous couvert de vouloir « rassurer des marchés » qui non seulement ont la mémoire courte, mais qui ont en plus une fâcheuse tendance à faire advenir les crises qu'ils anticipent, on assiste en réalité, depuis 2010, à

une offensive sans précédent d'un néolibéralisme que l'on croyait pourtant définitivement discrédité.

L'Accord de libre-échange en cours de négociations entre l'Europe et le Canada s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans ce même entêtement à ne pas vouloir tirer les leçons des échecs répétés du néolibéralisme. Cet accord est négocié dans un manque total de transparence, sans consultation de la société civile, sinon les gens d'affaires pour lequel ce projet est conçu. Devant la pauvreté, les inégalités, les atteintes à l'environnement, l'instabilité de l'économie, nos gouvernements n'ont rien à proposer d'autre qu'un accord qui contribuera à accentuer ces problèmes.

Néanmoins, on peut se demander si ce que des démocraties de plus en plus malades n'ont pas été à même de réaliser, c'est-à-dire donner le coup de grâce à un système en ruine, ce n'est finalement pas la finance elle-même qui va s'en charger, et avec quelle efficacité! En effet, peut-être bercés par l'illusion que leur toute puissance les aurait affranchi des règles les plus élémentaires de la logique économique, les « marchés » vont exiger des États qu'ils se saignent aux quatre veines pour tenter de regagner leur précieuse « confiance », tout en les punissant aussitôt que les effets (prévisibles) de cette rigueur se feront sentir sur des économies déjà mal en point.

Face à une telle dynamique d'auto-anéantissement, on ne peut que rester perplexe. Il faut toutefois préciser que tous ne souffrent pas de la situation dans les mêmes proportions puisque, comme nous le rappelait récemment un trader un peu trop franc, « les crises sont une opportunité fantastique pour les spéculateurs de faire encore plus d'argent »...

Malheureusement, la crise économique n'est pas le seul domaine où nos dirigeants affichent leur refus obstinés de voir la réalité en face. En effet, si nous approchons tout doucement du point de rupture en ce qui concerne les dysfonctionnements socio-économiques du système actuel, ses implications *écologiques* continuent également, de leur côté, de menacer notre capacité à assurer notre propre survie en tant qu'espèce sur cette planète. Or, on ne peut pas dire que sur ce point, le bilan des deux dernières années soit beaucoup plus reluisant. La Conférence de Copenhague a en effet accouché d'une souris, sous la forme d'un vague engagement non-contraignant envers des efforts de toute façon insuffisants si l'on tient compte de la gravité de la situation.

Pourtant une vaste remise à plat est d'ailleurs d'autant plus urgente que ce n'est pas seulement la question du réchauffement climatique qui pose problème, mais plus largement l'épuisement et/ou la contamination à grande échelle de la plupart de nos ressources et écosystèmes, sous le coup d'une course à l'accumulation qui nous démontre, cette fois sur le plan environnemental, son incroyable capacité de nuisance. Dès lors, bien plus qu'un débat technique sur la répartition des « permis de polluer » ou sur les pourcentages respectifs de réduction de GES auxquels chaque pays doit s'engager, c'est avant tout d'un changement complet de paradigme dont nous avons besoin. Il semble en effet qu'à l'image de la situation économique, les solutions à la crise écologique ne pourront venir que de l'extérieur du système, sous peine de laisser intacte les causes mêmes qui en sont à l'origine.

On le voit, la question n'est donc pas tant de savoir si on souhaite qu'un changement intervienne, mais plutôt *quel type* de changement on souhaite voir advenir, dans la mesure où celui-ci semble

de plus en plus *inévitable*. Naturellement, les défis sont énormes et ils suscitent autant d'espoirs que de craintes. Car en effet, si l'on sent que la déliquescence du système actuel ouvre la porte à des remises en question qui auraient été impensables il y a de cela encore quelques années, il ne doit exister aucun doute sur le fait que les bouleversements auxquels nous assistons peuvent accoucher du meilleur... comme du pire. Gramsci définissait d'ailleurs très justement la crise comme le moment où le vieux se meurt et où le jeune hésite à naître. Or, la résurgence d'une droite autoritaire, xénophobe et ultraconservatrice dans la plupart des pays dits « développés » nous montre bien que cette hésitation peut être lourde de conséquences.

En effet, que ce soit l'absence d'alternatives crédibles, la personnalisation et l'hypermédiatisation des enjeux ou encore la collusion de plus en plus évidente entre les élites politiques, économiques et médiatiques, tout contribue à fausser les débats et on comprend qu'une part croissante de la population se désintéresse d'un jeu politique qui lui semble de plus en plus éloigné de ses propres considérations.

Dans ce contexte, le travail d'éducation populaire mené par des groupes comme Attac-Québec semble plus que jamais nécessaire. En effet, ce n'est qu'en permettant aux citoyens de se réapproprier les termes d'un débat qui leur est trop souvent confisqué qu'on parviendra à lutter contre le cynisme ambiant et la démobilisation populaire qui l'accompagne. Il faut notamment rappeler, inlassablement, que des alternatives existent : nationalisation puis contrôle citoyen du système financier, démocratisation des entreprises, convocation d'assemblées constituantes pour refonder nos institutions, décroissance, taxe sur les transactions financières, bref autant de pistes qui nous permettraient d'envisager cet autre monde auquel un grand nombre d'entre nous aspire et pour lequel il nous faut plus que jamais lutter.

Car de telles idées ne prennent pas corps toutes seules et il est évident que les tenants actuels du pouvoir ne vont pas nous en faire cadeau. Ce n'est qu'à travers la mobilisation, populaire et citoyenne, que nous serons en mesure d'établir un nouveau rapport de force favorable à leur implantation. Toutefois, à cet égard, l'actualité internationale est également porteuse d'espoir. Partout, en effet, on observe un réveil des peuples qui ont visiblement décidé de se rappeler au bon vouloir de ceux qui ont cru qu'ils pouvaient indéfiniment en bafouer les droits sans en subir les conséquences. Des révoltés de Tunisie aux indignés espagnols, des occupants de Wall-Street aux opposants aux Gaz de schiste, partout la même colère se traduit par un désir sans cesse plus fort de construire autre chose, autrement.

En colère, nous le sommes aussi à Attac-Québec. Devoir se battre contre les paradis fiscaux ou les Accords de libre-échange ne devrait tout simplement plus être un enjeu en 2011, tant la logique qui sous-tend ces questions a prouvé, encore et encore, qu'elle ne menait qu'à une impasse. Nous sommes néanmoins résolus à poursuivre le combat, tant notre conviction est forte de vivre une époque riche en possibilités, qu'il n'appartient qu'à nous de transformer en réalité. C'est pourquoi, ensemble, nous continuerons de lutter, non seulement pour imaginer un autre monde, mais surtout pour le faire advenir.